
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 3 (1975)

DOI: 10.11588/fr.1975.0.48806

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

los von der Sehweise ab, je nachdem, ob man das Geleistete am Ideal der Reichsgesetzgebung oder an der Größe der zu überwindenden Hindernisse mißt. Die Arbeit läßt die Schwierigkeiten erkennen, die einem so schwerfälligen, nicht über wirksame Zwangsmittel gebietenden Organismus wie einem Reichskreis oder dem Reich selbst erwachsen mußten, sobald seine Mitglieder in politische, wirtschaftliche und militärische Krisensituationen gerieten.

Eberhard WEIS, München

Eberhard WEIS, Montgelas. 1759–1799. Zwischen Revolution und Reform. München (C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung) 1971, 489 pages, in – 8°. Portraits.

Cet ouvrage tout à fait remarquable a été présenté comme thèse d'habilitation devant la Faculté de Philosophie de l'Université de Munich. C'est une première surprise pour le lecteur français: jusqu'à présent, les thèses allemandes étaient, en comparaison des françaises, infiniment moins volumineuses. Depuis quelque temps, chez nous, un mouvement s'est amorcé qui tend à réduire le volume de semblables travaux. Le contraire serait-il en train de se produire en Allemagne? Si cela doit donner le plaisir de lire des ouvrages de la qualité de celui du Professeur Weis, il ne faudra pas trop le regretter.

M. WEIS a voulu apporter sa contribution aux efforts des historiens qui ont étudié l'influence, sur le développement de la société, des réformes intérieures profondes opérées, à l'époque napoléonienne, dans les états du Sud de l'Allemagne: Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt, réformes dont il rappelle, dans la préface de son livre, qu'elles ont été entreprises quelques années avant les réformes prussiennes, qu'elles ont emprunté d'autres voies et qu'on n'est pas revenu sur elles après 1815, si bien qu'elles constituent un facteur décisif de l'évolution ultérieure de l'Allemagne. Ce livre est donc, par son objet, très différent de celui de Marcel DUNAN qui avait surtout étudié le rôle de la Bavière dans le système continental napoléonien¹, beaucoup plus que l'histoire intérieure de ce pays; il vient le compléter heureusement.

Dans le mouvement qui a poussé les grands états allemands à se moderniser, des individus ont joué un rôle capital: Stein et Hardenberg, par exemple, en Prusse, Montgelas en Bavière mais, tandis que les deux premiers ne firent que passer aux affaires, le dernier demeura dix-huit ans (1799–1817) dans le gouvernement bavarois. L'ouvrage de M. WEIS n'est que la première partie de la biographie de l'homme d'Etat Montgelas. Elle est consacrée au »Montgelas inconnu« et couvre les quarante années qui précèdent son entrée officielle, le 21 janvier 1799, au service du nouvel Electeur de Bavière, Max-Joseph, en qualité de mini-

¹ Marcel DUNAN, Napoléon et l'Allemagne. Le système continental et les débuts du royaume de Bavière, 1806–1810, Paris, 1ère édition, 1942, nouvelle édition revue et corrigée, 1948.

stre des Affaires Etrangères. Le second volume conduira le lecteur jusqu'à la chute du ministre (2 février 1817) avec un prolongement jusqu'à sa mort en 1838.

Etait-il vraiment nécessaire d'écrire 489 pages sur les quarante premières années de la vie de Montgelas? Nous nous sommes posé la question avant de lire ce livre et, lecture faite, nous ne pouvons que remercier et féliciter M. WEIS de l'avoir écrit et, ceci, pour deux raisons. La première est que, jusqu'à présent, on ne savait à peu près rien de Montgelas avant son arrivée au ministère. M. WEIS a comblé cette lacune en utilisant des archives que l'on avait négligées avant lui: une soixantaine de mémoires, dont certains fort importants, plus de mille lettres et notes, le tout de la main de Montgelas, ou dicté par lui, qui, jusqu'alors, étaient restés inconnus ou inutilisés, parce qu'ils étaient écrits, le plus souvent en français, de façon à peu près illisible, ce qui en rendait l'identification impossible et parce qu'ils étaient extrêmement dispersés, tant dans les archives publiques, que dans les fonds privés. La seconde raison du choix de M. WEIS est que cette étude lui aura permis de démontrer – ce qui est le rôle d'une thèse – qu'en entrant aux affaires, en 1799, Montgelas avait eu le temps d'élaborer tout un système de gouvernement et d'administration, à la formation duquel ce livre permet d'assister.

Une des originalités de l'ouvrage est donc la nouveauté et la richesse de la documentation sur laquelle il repose. Certes, les archives publiques ont été largement mises à contribution: archives allemandes de Munich, de Stuttgart, de Karlsruhe, de Spire, celles, aussi, des deux pays qui, pour des raisons diverses et non désintéressées, surveillaient les affaires bavaroise de près: l'Autriche (Haus-Hof- und Staatsarchiv de Vienne), la France (Archives Nationales, Archives du Quai d'Orsay); toutefois, elles le cèdent largement – du moins dans ce premier volume aux archives privées de sept collections et, en tout premier lieu, à celles de Montgelas conservées au château d'Eggkofen. Si l'on devait adresser un reproche à M. WEIS, ce serait de ne pas avoir distingué, dans son »Literaturverzeichnis« entre les sources imprimées (comme par exemple les ouvrages de Weishaupt sur les Illuminés de Bavière) et la littérature sur le sujet, mais aussi bien dans l'un que dans l'autre de ces domaines, rien n'a échappé à la perspicacité de l'auteur sinon l'ouvrage d'André FUGIER².

La seconde originalité de ce livre est d'apprendre au lecteur que le système politique de Montgelas n'est pas une copie servile de l'exemple fourni par la France révolutionnaire, ce qui autorise à dire que le sous-titre, »Zwischen Revolution und Reform«, ne correspond peut-être pas tout à fait au contenu de l'ouvrage. Peut-être eût-il été préférable de dire, en paraphrasant Goethe, »Montgelas's Lehr- und Bildungsjahre«?

M. WEIS nous montre, en effet, comment l'expérience de Montgelas se forma à partir de l'étude, de la réflexion personnelle et dans l'exercice de diverses missions d'ordre administratif ou diplomatique au service de l'Electeur de Bavière Karl Theodor, et des ducs de Deux-Ponts Karl- August et Max-Joseph qui re-

² André FUGIER, *La Révolution française et l'Empire napoléonien*, dans: *Histoire des relations internationales*, publiée sous la direction de Pierre RENOUVIN, tome IV, Paris, 1959.

cueillera l'héritage palatino-bavarois. De 1770 à 1776, durant ses études à Nancy et à Strasbourg, c'est à dire dans les deux villes françaises les plus européennes de l'époque, il subit fortement l'influence de l'Aufklärung française et il est, en quelque sorte, témoin des expériences de Maupeou et de Turgot qui tentent d'imposer à la monarchie des réformes inspirées par la philosophie du temps.

Après ses années d'études, Montgelas fut, à la fois, théoricien et praticien si bien que sa pensée est autant nourrie de ses recherches personnelles que des leçons qu'il tire de la pratique des affaires. Les nombreux mémoires d'ordre historique, juridique, politique qu'il a rédigés avant 1799, de même que sa correspondance révèlent autant les vues d'un spécialiste du droit public que celles d'un historien. Il s'appuie sur les sources, travaille souvent sur les documents originaux, se préoccupe du sauvetage, du classement, de l'extension des archives. L'histoire lui apparaît comme une collection d'expériences utiles à l'homme politiques et comme un arsenal de preuves juridiques. Ses modèles, on le sent bien, sont Montesquieu, Voltaire, Robertson et Christian Guillaume Koch, son professeur de Strasbourg. Ses études historiques, autant que la pratique des affaires vont l'aider à former ses jugements personnels, développer son intérêt pour les statistiques, les dénombremments de population, les questions financières, les problèmes constitutionnels.

A travers l'examen des préoccupations de Montgelas, c'est à l'analyse minutieuse des problèmes les plus importants de l'histoire intérieure et extérieure des états allemands, moyens et petits, à la veille de la Révolution et pendant les guerres qu'elle a provoquées, que se livre M. E. WEIS. De 1777 à 1786, Montgelas est conseiller aulique auprès de l'Electeur de Bavière, pour la justice et l'administration. En 1778, avec le ministre des finances et un autre personnage important, il rédige un mémoire en faveur de l'abolition du régime seigneurial, donc des droits féodaux, dans tout le territoire bavarois; en 1778, donc onze années avant le déclanchement de la Révolution française. L'étude de l'activité de Montgelas au sein du collège de la censure des livres, celle de ses rapports, vite rompus, avec l'ordre des Illuminés, fournissent d'utiles précisions sur le mouvement des Lumières en Bavière, les appuis qu'il rencontra, les obstacles auxquels il se heurta.

A partir de 1787, Montgelas entre au service de la principauté des Deux-Ponts. C'est l'occasion, pour M. WEIS, de montrer ce que pouvait être la vie d'une petite principauté allemande, bien administrée, où régnait la tolérance entre les confessions et où des sages réformes, en faveur des paysans, firent que ce pays, à la différence de la France toute proche, du Palatinat, de la principauté de Birkenfeld et d'autres états rhénans, ne connut pas de troubles agraires en 1789 et dans les années suivantes. Encore que l'auteur n'aborde pas ce problème, cela permet de comprendre l'attachement de bien des Allemands à la »Kleinstaaterei«, de bien des Allemands, mais non de Montgelas; celui-ci, en effet, est favorable à la constitution, dans le Reich, d'états moyens capables de maintenir l'équilibre de l'ensemble et de faire échec aux ambitions autrichiennes.

De 1787 à 1799, trois grands sujets ont été l'objet des attentions de Montgelas: la politique extérieure, les rapports de l'Etat et de l'Eglise, la réforme de l'état

bavarois. Ses préoccupations, en politique étrangère, tournent autour de l'affaire de la succession de Bavière et ceci malgré les complications apportées par les guerres révolutionnaires, succession qui se joue entre Munich, Vienne, Berlin et Paris. Alors que les ducs de Deux-Ponts, Karl August puis Max-Joseph ne sont pas encore entrés en possession de l'héritage palatino-bavarois, Montgelas anime depuis Deux-Ponts, ou depuis les lieux d'exil de ses maîtres, un véritable «shadow government» de Bavière et s'efforce, avec l'appui de la Prusse, mais contre l'Electeur Karl Theodor, de faire obstacle au plan de l'Empereur visant à l'acquisition de la Bavière par échange et annexion. Les guerres de la Révolution confirment Montgelas dans la crainte que la Bavière, qu'il appelle sa «patrie», est menacée du sort de la Pologne ou de celui des états de la maison de Savoie. Il est opposé à l'entrée en guerre des puissances allemandes contre la France et, en 1792-1793, il s'efforcera d'administrer, tant bien que mal, le duché de Deux-Ponts abandonné par son souverain, et théâtre des allées et venues des armées françaises et prussiennes.

Lorsque la paix de Campo-Formio confirme que la rive gauche du Rhin va devenir française, Montgelas s'efforce d'obtenir, pour son prince Max-Joseph, des dédommagements importants sur la rive droite en compensation de l'abandon fait à la France de ses possessions présentes (Deux-Ponts) et futures (le Palatinat) de la rive gauche. Dans de nombreux mémoires adressés au Directoire et au gouvernement de Berlin il souligne l'importance économique, pour la Bavière, des territoires à sel de Reichenhall et de Traunstein, qu'elle possède déjà mais que Bonaparte, lors des négociations d'Udine, a promis à l'Autriche, et de ces autres territoires à sel que sont les principautés ecclésiastiques de Salzbourg, de Berchtesgaden et de Passau.

Et, à travers ces négociations, apparaît le second volet de la politique de Montgelas: la sécularisation des biens d'Eglise, la médiatisation des principautés ecclésiastiques (ce n'est qu'à partir du congrès de Rastatt qu'il envisagera la médiatisation des territoires de la «Ritterschaft»). Ces préoccupations, chez lui, sont bien antérieures à l'affaire des dédommagements à donner aux Etats allemands laïques à la suite des pertes territoriales qu'ils ont subies sur la rive gauche du Rhin. M. WEIS montre clairement que, dans les idées de Montgelas sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, ne dominant nullement, ni les influences du gallicanisme ou du joséphisme, ni celles des penseurs français du XVIII^e siècle, ni celles de la Révolution, mais bien davantage celles de la politique suivie par les princes protestants et par l'Etat bavarois lui-même du XVI^e au XVIII^e siècle. Ceci apparaît de façon particulièrement frappante dans un mémoire copieux qu'il rédigea en 1788-1789 et dans lequel il exposa ses conceptions sur les rapports de l'Etat et de l'Eglise, se prononçant pour la suppression pure et simple des couvents appartenant aux ordres mendiants et pour la médiatisation des évêchés. Dans la pratique, en 1788 et 1790, il intervint avec la Prusse dans l'élection de deux évêques successifs de Freising, pour préparer la médiatisation future de l'évêché qui aurait été la première à intervenir depuis les traités de Westphalie. Dans ce même mémoire de 1788-1789, il préconise le renforcement du contrôle de l'Etat sur l'exercice du culte, sur le clergé et sur l'utilisation des biens de l'Eglise.

Dès avant 1789, il se prononça en faveur de la tolérance, selon lui, absolument nécessaire à la prospérité de l'Etat. De 1790 à 1799, il s'efforça de restaurer la paix entre les trois confessions du Palatinat. En 1797-1798, alors que l'électeur de Bavière essaie, à l'aide des représentants de ses héritiers, de mettre un peu d'ordre dans ses comptes, l'occasion est offerte à Montgelas de mettre ses projets à exécution. On procède en effet, alors, en Bavière à un début de sécularisation, ce que M. WEIS appelle la «préhistoire de la sécularisation», question sur laquelle l'ouvrage apporte des lumières tout à fait nouvelles. En effet, en novembre 1797, Pie VI avait autorisé l'Electeur de Bavière à vendre, à concurrence de 15000 florins, des biens du clergé afin de lui permettre de faire face à ses devoirs de chrétien, c'est à dire d'entretenir une armée dans la guerre qui menaçait contre la France révolutionnaire. La chose n'était possible qu'à condition de supprimer la plupart des couvents et de vendre leurs biens. L'affaire ne fut pas poursuivie à cause des oppositions qu'elle rencontra dont la plus déterminée fut, sans doute, celle de l'ambassadeur du Directoire, l'ancien conventionnel Alquier, peu soucieux de voir un éventuel ennemi de son pays renforcer son armée. Il n'en est pas moins vrai qu'en 1798, en Bavière, on avait songé à une suppression générale des couvents.

A la faveur du congrès de Rastatt, la question de la sécularisation des principautés ecclésiastiques vint à l'ordre du jour. Jusqu'alors, Montgelas n'avait songé à la sécularisation et à la médiatisation qu'à l'intérieur et aux confins des états des Wittelsbach; désormais, il va soutenir ceux qui songent à faire disparaître les principautés ecclésiastiques pour dédommager les états laïques. Il va en profiter pour obtenir, en faveur de la Bavière, des compensations aussi importantes que possible et ce, malgré l'opposition qu'il rencontre de la part de l'Electeur Karl Theodor, toujours sur le trône. Ce dernier meurt en janvier 1799, Max-Joseph de Deux-Ponts lui succède. Montgelas devient ministre des Affaires Etrangères mais la guerre reprend. Les projets d'indemnisation et d'agrandissement du territoire bavarois doivent être, momentanément, abandonnés.

Pour cette Bavière dont il rêve, agrandie et modifiée intérieurement par les sécularisations et les médiatisations, Montgelas n'a cessé de songer à une véritable régénération interne dont, d'ailleurs, la sécularisation était un des aspects. Ses écrits d'avant 1789 le montrent soucieux de connaître les «lois fondamentales» de l'Etat bavarois. Il s'y montre partisan de la théorie du contrat, mais de façon plus réaliste que Locke ou Rousseau, et considère la théorie du droit divin source du pouvoir des rois comme une invention du despotisme. En 1792, dans les lettres qu'il adresse à son ami Seinsheim, il formule, à la lumière des événements de la Révolution française, les fondements de ses projets de réformes: abolition des privilèges, égalité devant l'impôt, monarchie constitutionnelle renforcée par le droit de veto du souverain, représentation nationale, garantie aux citoyens des libertés civiles et politiques. Ces lettres à Seinsheim nous permettent de connaître le jugement que formule Montgelas sur les différentes phases de la Révolution française. Il adhère aux principes de 1789 et souhaite l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, condamne la terreur et les excès des sans-culottes, tout comme les tentatives de réaction conservatrice. Il voudrait, comme on l'a dit, que les petits états allemands conservassent de bonnes relations avec la

France. Dans l'oeuvre des assemblées révolutionnaires, il fait la part entre ce qu'il serait souhaitable d'introduire en Allemagne et ce qui, au contraire, lui semble dommageable et irréaliste.

En 1796, alors qu'il est auprès du nouveau duc de Deux-Ponts, Max-Joseph, en territoire prussien à Ansbach, il rédige, à l'intention de son maître, un important programme de réformes qui fait penser, irrésistiblement, au fameux «Mémoire de Nassau» de Stein et au «Mémoire de Riga» de Hardenberg. On y trouve les fondements de la plupart des réformes importantes que, plus tard, Montgelas réalisera ou tentera de réaliser dans le royaume de Bavière. C'est un ensemble très cohérent de projets pour la réforme du gouvernement, de l'administration, du corps des fonctionnaires, du système des impôts et de la justice. On y retrouve, ainsi, les principes déjà formulés antérieurement, en particulier, l'égalité devant la loi, devant l'impôt, devant l'accession aux charges publiques et, aussi, la tolérance religieuse, la liberté d'opinion et celle de la presse. On y trouve, aussi, toute une série de propositions concernant les rapports de l'Eglise et de l'Etat: meilleure administration du patrimoine des églises catholiques et protestantes, réforme du régime des couvents (mais uniquement suppression de ceux appartenant aux ordres mendiants), réforme des séminaires et des établissements d'enseignement. Un grand principe préside à tout cela: l'Etat ne peut ni ne doit, en aucun cas, aliéner tout ou partie de ses droits et de ses revenus.

Lorsqu'il entre au gouvernement de Bavière, en mars 1799, Montgelas peut reprendre la phrase qu'il avait écrite à Seinsheim dix ans plus tôt: *Il y a longtemps que j'ai formé mon système*, un système à la base duquel figurent, certes, l'influence de la France, celle des Lumières et celle de la Révolution, mais plus encore les leçons que Montgelas avait tirées de la très profonde connaissance qu'il avait acquise de l'histoire de sa patrie. Il va devoir, désormais, passer à l'application de son «système». Ce sera l'objet du prochain livre de M. WEIS; souhaitons qu'il nous offre, très bientôt, le plaisir de le lire.

Roger DUFRAISSE, Caen

Guillaume de BERTIER DE SAUVIGNY, Metternich et la France après le congrès de Vienne, Bd. II. Les grands congrès 1820-1824, Paris 1970, (Hachette) 8^o, S. 275-914.

Der vorliegende Band ist in kurzem Abstand von nur zwei Jahren seinem Vorgänger gefolgt (s. Besprechung Francia I, S. 854-857). Wiederum hat der Verfasser ein ungewöhnlich reichhaltiges Quellenmaterial für die Bearbeitung seines Themas herangezogen. Es wird in der gewohnten Form einer mit einer Dokumentenveröffentlichung verbundenen Darstellung behandelt. Die meist umfangreichen Zitate beanspruchen einen großen Raum innerhalb des Textes; trotz ihres an sich hohen Wertes ermüdet der Leser gelegentlich ob dieser Belastung. Der Band bietet eine neue Geschichte der Kongresse im Zeitalter der Restauration, wobei Metternich – obwohl gelegentlich nur im Hintergrund – als Zentralfigur erscheint.